



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 24 — 7 janvier 1975

## sommaire



page 3 :

LE COMITE MILITAIRE RADICALISE  
SON PROGRAMME : CHERCHERA-T-IL  
UN APPUI POPULAIRE ?

page 5 :

LE PEUPLE DES COMORES DEVRA-T-IL  
PAYER POUR LA POLITIQUE DE "DIVISER  
POUR REGNER" DE L'IMPERIALISME  
FRANÇAIS ?

page 7 :

A BAS LA REPRESSION COLONIALE  
EN GUYANE !



**prix: 1 Franc**

INCAPABLES  
DE COMBATTRE  
LA SECHERESSE

TRAOURE  
ET LAMIZANA  
PREPARENT  
LA GUERRE !

A l'heure où nous écrivons, la tension entre le Mali et la Haute-Volta semble s'être relâchée. La menace d'une guerre entre les deux pays pour la possession d'une zone située à la limite des deux pays et qui contiendrait de riches gisements en manganèse, n'est cependant pas écartée.

En tout état de cause, la tension a déjà fait des victimes lors d'un accrochage entre troupes des deux pays. Et les deux gouvernements entretiennent, chacun dans son pays, un climat de haine nationaliste.

Le fait que les régimes en place à Bamako et à Ouagadougou aient fait monter le climat guerrier entre les deux pays, en passant de la violence verbale à la mobilisation des troupes, qu'ils aient pris le risque d'un affrontement sanglant et coûteux juge bien ces régimes. Alors que les deux pays souffrent d'une famine grave, alors que l'écrasante majorité de la population vit dans une misère profonde, les deux Etats, incapables ne serait-ce que d'alléger ces maux, envisagent de sacrifier la vie de leurs citoyens et de gaspiller l'argent de leurs impôts dans une entreprise guerrière stérile !

Ainsi donc, les paysans pauvres gravement touchés par la sécheresse à qui aucun des deux gouvernements ne fait grâce des impôts, mais qui n'en reçoivent rien en échange, devraient payer davantage encore pour que l'une des deux cliques militaires, celle de Traouré ou celle de Lamizana, puisse s'assurer le contrôle de la zone des richesses minières ?

L'écrasante majorité de la population des deux pays a évidemment beaucoup de choses à perdre et rien à gagner dans cette guerre. Quel qu'en soit le vainqueur, il y aura surtout des vaincus de part et d'autre de la frontière.

La propagande chauvine stupide parle évidemment, au Mali comme en Haute-Volta, de la nécessité d'assurer à la nation les gisements miniers. Mais, autant qu'on puisse le savoir, c'est de toute façon un trust impérialiste qui exploitera les gisements et, par la même occasion, les travailleurs maliens ou voltaïques qui y travailleront. Il va sans dire que ces derniers, pas plus que les masses de paysans pauvres, d'ailleurs, ne tireront aucun profit de ce que les mines soient du ressort de leur pays ou du pays voisin. Mais, en fin de compte, les couches privilégiées des deux pays elles-mêmes et leurs Etats ne toucheront que les miettes que consentiront à leur verser les groupes impérialistes intéressés par l'exploitation du gisement. Les deux gouvernements ont beau bourdonner autour de la zone minière comme des abeilles autour de leur ruche, c'est la guêpe impérialiste qui a l'intention de s'installer dans le nid.

Chacun des deux gouvernements trouve évidemment une multitude de raisons historiques ou ethniques pour affirmer la légitimité de ses prétentions sur le territoire contesté. Arguments stupides ! Les frontières entre le Mali et la Haute-Volta, comme la plupart des frontières en Afrique, ont été établies par les puissances impérialistes qui avaient dépecé le continent. Etablies en fonction des préoccupations politiques ou administratives des puissances coloniales, elles sont totalement artificielles. Outre l'impérialisme, qui avait naguère fait ces découpages et qui, aujourd'hui, a toutes les raisons de se réjouir des divisions qu'ils suscitent, il n'y a que les appareils d'Etat en place et les couches privilégiées qu'ils font vivre qui ont intérêt au maintien de ces frontières et de ces Etats.

Les classes laborieuses du Mali et de la Haute-Volta ne doivent pas se tromper d'adversaire. Leurs ennemis ne sont pas les exploités du pays d'en face, mais leurs propres dirigeants. Et, s'il faut prendre les armes, il faut le faire contre ces dictatures corrompues qui règnent à Ouagadougou comme à Bamako.

C'est seulement le renversement de ces dictatures et la prise de la direction de ces pays par les travailleurs et les paysans pauvres qui pourrait régler définitivement le problème des zones contestées. Et de façon simple : par la réunion, dans le cadre d'une fédération vaste, non seulement du Mali et de la Haute-Volta, mais aussi des autres pays d'Afrique. Fédération à l'intérieur de laquelle chaque peuple pourrait gérer librement ses propres affaires, sans être coupé en deux par des frontières, sans être rançonné par des douanes de toute sorte et en ayant accès aux richesses communes de façon équitable.

Alors, les travailleurs conscients des deux pays ne doivent pas se laisser gagner par le nationalisme propagé par les privilégiés. Ils doivent réserver leur haine à leurs oppresseurs.

# ETHIOPIE

## Le Comité militaire radicalise son programme

### CHERCHERA T IL UN APPUI POPULAIRE ?

Le 21 décembre, le Dergue (Comité militaire au pouvoir) a annoncé que, désormais, l'Ethiopie s'engageait dans la voie du socialisme.

Il a pris un certain nombre d'engagements et, en particulier, la nationalisation des banques les plus importantes. En dehors de la Commercial Bank of Ethiopia, qui appartenait déjà à l'Etat, il a nationalisé trois banques étrangères : l'Addis-Abeba Bank, la Banco di Roma et la Banco di Napoli. Il a également déclaré que désormais la terre appartient à ceux qui la cultivent et affirmé l'autonomie des villages et des provinces pour la gestion de leurs affaires.

Le programme en dix points publié par le Dergue n'est certainement en rien socialiste. Les mesures qui y sont avancées comme le langage adopté indiquent cependant le désir du Comité militaire de rompre avec le passé féodal et de tenter d'engager le pays sur la voie de la modernisation.

Sur la base des objectifs politiques qu'il s'est donnés, le nouveau régime pourra-t-il trouver une certaine consolidation ? La question est de mise. Car, si les militaires se sont débarrassés des dirigeants politiques de l'ancien système féodal de la façon violente que l'on sait, le tissu de relations économiques, sociales et politiques qui constituait ce système féodal est loin d'être détruit. Dans les campagnes, dans les provinces reculées de ce vaste pays, le pouvoir local appartient encore de fait aux membres de l'aristocratie et la hiérarchie sociale n'a pas été bouleversée. Les représentants locaux de l'administration centrale — tels les nouveaux gouverneurs nommés par le Dergue — ont tout l'air ou bien de s'incliner devant cette hiérarchie sociale ou d'être réduits à l'impuissance.

L'aristocratie et les tenants de l'ancien régime, surpris et désorientés à la fois par la vague de fond du mouvement populaire urbain parti contre eux en février dernier et par la violence des réactions du Comité militaire paraissent être dans une expectative apeurée et prudente. Nombre d'entre ceux qui n'ont pas été emprisonnés se sont réfugiés à l'étranger, d'autres se sont repliés dans leur province. Leur absence de réaction sérieuse aux coups de boutoir du Comité militaire jusqu'à présent reflète, outre leur surprise devant l'élimination de leurs chefs de file, leur profond pourrissement de classe sociale depuis longtemps dépassée par l'histoire. Leur crainte n'est pas seulement alimentée par la politique hostile à leurs intérêts d'un pouvoir central parfois lointain au propre comme au figuré, mais parce que leur pouvoir local repose sur un baril de poudre : sur l'exploitation de la paysannerie éthiopienne.

Où en est cette paysannerie éthiopienne, une des plus pauvres, parmi les plus exploitées et opprimées du globe ? Le sort du nouveau régime dépend dans une large mesure de cette question. Sortira-t-elle de la prostration dans laquelle l'a maintenue l'habitude d'une exploitation séculaire ? Accèdera-t-elle à la conscience que le moment est venu de secouer ses chaînes ? Le nouveau régime sera-t-il capable — ou aura-t-il seulement le désir — de l'éveiller à cette conscience ?

La force du nouveau régime réside pour l'instant, pour l'essentiel, dans la faiblesse de ses adversaires, et en particulier dans la faiblesse et dans la dislocation de l'aristocratie foncière. Mais il n'est pas dit que toute cette aristocratie accepte sa défaite sans combat.

Dores et déjà, des tentatives de regrouper la réaction féodale se dessinent. Dans les provinces de Beguember et du Tigré en particulier, le Ras Menguesha Séyoum — grand seigneur féodal, parent de l'empereur — est en train de se reconstituer une armée contre le nouveau régime. Si la radicalisation du nouveau régime militaire se confirme, il est fort probable que les tentatives de dissidences féodales trouvent un appui du côté de l'impérialisme. Cet appui extérieur ne donnera pas encore à ces tentatives une force dangereuse. Tout dépend si les féodaux du type Ras Menguesha trouvent un appui à l'intérieur ou pas. Cet appui, les uns pourront le trouver précisément dans les franges les plus prostrées de la paysannerie. D'autres pourraient le trouver en s'appuyant sur les sentiments hostiles au pouvoir central amhara des minorités nationales.

De telles résistances sont grosses d'une menace de guerre civile, doublée d'une guerre entre nationalités susceptible de conduire à la dislocation du pays. Le Comité militaire ne pourra surmonter la crise qui menace ou même seulement se maintenir au pouvoir si les tentatives de résistance se confirment, qu'à condition de mener une politique susceptible de lui assurer un consentement populaire, une assise sociale

Jusqu'à présent, toute la politique des militaires consistait au contraire à réaliser leurs objectifs par le haut, par une succession de révolutions de palais, tantôt pacifiques, tantôt sanglantes, avec le souci constant de garder leurs distances à l'égard de toutes les couches sociales susceptibles de les appuyer.

Par leur mépris affiché des revendications de libertés démocratiques, par la multiplication des actes de répression contre le petit peuple urbain ou les milieux étudiants, par la façon même dont ils ont mené leur action contre le pouvoir féodal, les militaires semblaient infiniment plus soucieux de surprendre et de se faire craindre que de gagner la sympathie même des couches qui pourraient constituer leur base sociale.

C'est bien pourquoi le pouvoir des militaires semble extrêmement fragile, malgré leurs affirmations de vouloir réaliser certaines des transformations auxquelles aspire l'écrasante majorité de la population.

Vis-à-vis de l'Erythrée, région intégrée de force dans l'Ethiopie de Haïlé Sélassié, et qui combat depuis de longues années pour son droit à disposer d'elle-même, cette fragilité du Dergue semble irrémédiable. Au lieu de reconnaître le droit de l'Erythrée à disposer d'elle-même, seule attitude susceptible de conserver des relations fraternelles entre l'Erythrée et l'Ethiopie et même, peut-être, de préserver une certaine forme d'unité entre les deux, le Dergue avait choisi la continuation de la politique de conquête de Haïlé Sélassié. Politique découlant certes tout à fait logiquement de la perspective nationaliste bourgeoise dans laquelle se place le Dergue, mais qui ne pouvait conduire qu'à l'échec. L'alignement récent des notables érythréens derrière le Front de Libération de l'Erythrée qui dirige la guérilla contre le pouvoir central, indique que les derniers rats quittent le navire et que, désormais, l'indépendance de l'Erythrée est proche.

Les tentatives de dissidence engagées dans certaines régions de l'Ethiopie proprement dite, ont certes infiniment moins de chances de reposer sur les aspirations de la population de ces régions, surtout si elles sont dirigées dans des régions non amhariques par des aristocrates amhariques. Si cependant le Dergue ne gagne ou ne regagne pas cette base sociale dont il a besoin, non seulement il ne conservera pas le pouvoir, mais il aura contribué à pousser l'Ethiopie vers une guerre civile qui risque d'être d'autant plus stérile qu'il n'existe dans le pays aucune organisation implantée dans les classes exploitées et reprenant à son compte les aspirations essentielles de celles-ci.

Il n'existe non seulement pas d'organisation révolutionnaire prolétarienne, mais pas même d'organisation petite-bourgeoise radicale déterminée à s'appuyer sans réticence sur la paysannerie pour promouvoir une politique nationaliste conséquente. Une guerre civile dans ces conditions risque de coûter à l'Ethiopie son unité, à son peuple des sacrifices d'autant plus douloureux qu'ils sont inutiles.

La "révolution tranquille", la "révolution par le haut" menace de coûter infiniment plus cher qu'une politique cherchant à s'assurer le soutien des classes sociales qui aspirent à la transformation de l'Ethiopie...

# LE PEUPLE DES COMORES DEVRA-T-IL PAYER POUR LA POLITIQUE DE "DIVISER POUR REGNER" DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Le gouvernement français vient d'organiser un referendum sur l'indépendance des îles Comores. Avec près de 95 % de oui à l'indépendance et 5 % de non, une belle unanimité numérique s'en est dégagée. L'archipel des Comores est composé de quatre îles, dont la Grande-Comore, Anjouan, Mohéli et l'île de Mayotte. Cette dernière ayant voté non à l'indépendance pour une majorité de 64 %.

Cette décision que les autorités coloniales viennent de prendre était cependant inscrite dans l'ordre des choses. Depuis l'indépendance de Madagascar, il ne restait plus grand-chose dans l'Archipel qui pouvait justifier d'une mainmise directe. Le maintien d'une lourde administration coloniale ne pouvait s'expliquer de la part des autorités de Paris qu'en prenant considération du seul intérêt militaire ou stratégique dans cette région de l'Océan indien. Il y a longtemps que les quelques cultures de vanille, de coprah et d'épices représentent peu d'intérêt pour les conquérants, d'autant plus que l'archipel est sujet au sur-peuplement. Donc dès 1961 l'évolution vers l'indépendance des Comores était amorcée. C'est à partir de cette date qu'une autonomie administrative lui a été accordée.

On voit donc que l'indépendance qui vient d'être octroyée à ce territoire situé à plus de 8000km de la métropole n'est pas le fruit d'une lutte de libération nationale et encore moins la conséquence d'une subite sensibilité des colonialistes à l'aspiration des peuples à disposer d'eux-mêmes. Car si telle pouvait être la réalité, les habitants de la Guyane qui font largement entendre leur voix à cette aspiration auprès du même gouvernement impérialiste auraient obtenu autre chose que le bain pour les militants.

Avant d'accorder l'indépendance à une colonie qui ne l'intéresse plus, le gouvernement français tient cependant à marquer que la décision dépend de l'Etat français et pas du tout de la volonté exprimée par les Comoriens lors du referendum. C'est ainsi qu'il faudra attendre plusieurs mois pour que l'indépendance soit "ratifiée par l'Assemblée nationale". Ensuite, il faudra encore quelques mois de plus pour que le Parlement "se prononce". Ces sinistres manipulations des colonialistes ne sont pas destinées à autre chose qu'à affirmer que ce sont précisément eux qui sont maîtres de la décision finale. Et s'il peut être question d'un quelconque droit, il s'agit bien du leur à disposer des autres.

Et cette attitude des colonialistes est éloquentes quant au sort qu'ils imposent à l'île de Mayotte qui sera désormais dépendante du nouvel Etat comorien, quel que soit son désir. L'impérialisme français s'en lave les mains. Peu lui importe les problèmes que cela risque de poser. Il a depuis des décennies pratiqué la politique du "diviser pour mieux régner" dans tous les territoires d'Afrique. A Madagascar même, île très voisine des Comores et anciennement colonisée, ils ont dressé les Côtiers contre les Merina et joué ainsi le rôle d'arbitre pour mieux asseoir leur domination. Cette même politique fut éprouvée aux Comores où ils se sont appuyés sur les Mahorais contre les autres. Suite au retrait de la France, cette division subsiste d'autant plus que c'est la métropole elle-même qui contribue à l'entretenir et à l'envenimer quand cela l'arrange.

C'est désormais aux autres de payer les frais des distorsions et des haines que l'impérialisme a créées ou entretenues et ce genre d'héritage a été largement légué aux anciennes colonies d'Afrique.

Devant le sort des habitants de l'île de Mayotte, une triste constatation se dégage qui pourrait peut-être servir de leçon : l'impérialisme n'accorde aucune reconnaissance, même à ceux qui lui rendent des services.

oOo

# A BAS LA REPRESSION COLONIALE EN GUYANE !

A la suite de la visite en Guyane d'Olivier Stirn, le ministre des Départements et des Territoires d'outre-mer, c'est-à-dire le ministre des Colonies françaises, une véritable répression s'est abattue en Guyane.

La population de la Guyane avait en effet profité de la visite du ministre pour manifester sa révolte.

Sa révolte face à l'oppression coloniale. Car peu importe aux Guyanais que leur pays s'appelle aujourd'hui département au lieu de s'appeler colonie ; peu leur importe qu'ils aient une carte d'identité française dans la poche si leur situation reste celle de colonisés, soumis dans leur propre pays à la toute-puissance d'une administration méprisante et raciste.

Sa révolte également contre les conditions d'existence pénibles auxquelles est soumise la majorité de la population. Les autorités coloniales ont répondu par la matraque et une série d'arrestations.

Les autorités coloniales ont jugé nécessaire de transférer les prisonniers à Paris, c'est-à-dire à 9 000 kilomètres de leur pays. Elles l'ont fait de peur qu'une condamnation, ou même simplement un jugement, déclenche une nouvelle vague de manifestations en Guyane.

L'arrestation de ces militants n'est qu'un des aspects de la répression. Car la répression touche au-delà des militants politiques anti-colonialistes l'ensemble de la population.

Dans ce pays d'à peine 60 000 habitants, il y a actuellement plus de 1 000 CRS et légionnaires. La ville de Cayenne, la capitale de la Guyane, est quadrillée et l'état de siège est déclaré. Tout rassemblement de cinq personnes est interdit.

Nous, les travailleurs africains, nous devons être d'autant plus solidaires des victimes de la répression que nous avons nous-mêmes trop longtemps connu l'oppression coloniale hideuse et nos pays connaissent toujours l'exploitation par le même impérialisme français.

- Libération immédiate de tous les emprisonnés de la Guyane !
- Retrait immédiat de toute force de répression de la Guyane comme de tous les pays colonisés.
- A bas la répression coloniale !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'acomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.